

CE MONDE QUI BOUGE

Bonne nouvelle,
mauvaise nouvelle

La bonne nouvelle, la seule sans doute : le caricaturiste Tahar Djehiche, accusé d'atteinte au président de la République et d'incitation à attroupe-ment, a été acquitté mardi par le tribunal de Lemghir, dans la wilaya d'El-Oued. Est-ce à dire que la série des procès en diffamation ayant frappé les journalistes et certains journaux – pas tous – entre 2003-2005, avec interpellation de journalistes et responsables de publication dans l'enceinte même de la Maison Tahar Djaout appartenent désormais au passé ? Pas si sûr. En témoignent ces rappels à l'ordre, sous couvert de déontologie, en direction des médias et journalistes exprimant des positions qui ne plaisent pas au pouvoir politique alors que, par ailleurs, les prêcheurs de haine et d'incitation à la violence continuent de sévir en toute impunité.



Par Hassane Zerrouky

Autre bonne nouvelle, c'est peut-être la nomination d'Amine Mazouzi, formé à la prestigieuse Ecole centrale de Paris, à la tête de Sonatrach. L'homme, dit-on, tient de son père, Mohand-Saïd Mazouzi, ministre du Travail sous Boumediène, aux convictions progressistes ancrées et ami du regretté Ali Zamoum. Il aura la lourde mission de remettre la Sonatrach sur les rails et de redorer l'image de la compagnie pétrolière éclaboussée par des scandales de corruption.

Les mauvaises nouvelles, elles, sont légion. La chute des cours du brut de pétrole se poursuit inexorablement. Le Premier ministre s'en alarme après en avoir minimisé les conséquences et certains ministres, complètement déconnectés de la réalité, ne disaient pas autre chose quand ils affirmaient que cette chute n'aurait pas d'impact sur les programmes en cours et que l'Algérie disposait de ressources suffisantes pour y faire face.

Maintenant qu'Abdelmalek Sellal a reconnu publiquement la gravité de la crise, la question se pose de savoir si le gouvernement sera contraint de revoir à la baisse ses objectifs et de ne plus se borner à demander aux Algériens d'acheter «algérien» ! Pas seulement en matière d'importation où le lobby des importateurs a pris un poids tel qu'il peut mettre en péril la stabilité du pays, mais aussi concernant ces projets de prestige et de peu d'utilité économique. Il en est ainsi de la Grande Mosquée dont le coût final avoisinerait ou dépasserait les 3 milliards de dollars, un montant au moins cinq fois supérieur à ce que coûterait une restauration totale de La Casbah d'Alger. Question : en quoi le fait d'avoir le plus grand minaret au monde (270 mètres de hauteur) et disposer d'une capacité d'accueil de 120 000 places fera-t-il progresser l'Algérie ? Est-ce que dépasser par la taille et la hauteur de son minaret la Mosquée Hassan II à Casablanca apportera un surcroît de puissance pour l'Algérie ? Et qu'a gagné le Maroc depuis ? Rien, sinon un peu plus de pauvreté. Pour en revenir à ce projet de Grande Mosquée d'Alger, disons-le nettement : les seuls gagnants dans cette affaire sont le bureau d'étude allemand Engel und Zimmermann, chargé de la conception du projet et l'entreprise chinoise China State Construction, lesquels vont réaliser un chiffre d'affaires auquel ils n'osaient même pas penser il y a quelques années.

Il n'y a pas que la situation économique qui inquiète. Depuis quelque temps – cela a été évoqué dans le cadre de cette chronique – on assiste à une offensive, sans doute concertée, de l'extrémisme religieux salafiste. On serait tenté de dire que ces appels contre le port de la mini-jupe, que cette campagne incitant les parents à imposer à leurs filles le port du hidjab, ou ces menaces de vitrioler les femmes, avec en toile de fond une indifférence des pouvoirs publics, font fonction de diversion par ces temps de crise socio-économique. Sans doute mais pas seulement. Pour l'heure, retenons qu'avec cette campagne d'appel à la haine ajoutée aux difficultés sociales et économiques à venir, à une menace terroriste toujours présente et aux tensions aux frontières du pays, l'ensemble constitue un sérieux mélange détonant.

H. Z.

PROCÈS DES AFFAIRES DE CORRUPTION

Rachid Nekkaz plaide
pour une amnistie générale

Tout en qualifiant les procès en cours traitant des dossiers de corruption et de dilapidation des deniers publics, de simples «pièces de théâtre», Rachid Nekkaz plaide pour une «amnistie générale».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Il n'y a pas d'autre solution à la grave crise économique et politique que traverse le pays qu'une amnistie générale pour tous ceux qui ont volé ou dilapidé l'argent public», estimait-il, hier, au forum du quotidien *El Wassat*. Et d'évoquer le tristement célèbre ex-FIS ou encore le défunt président du Haut-Comité d'Etat, Mohamed Boudiaf, pour appuyer sa plaidoirie. «Le parti dessous s'est vu chiper une victoire électorale pour avoir exprimé sa volonté de demander des comptes avec les résultats que l'on sait : 200 000 morts et une économie réduite presque à néant et Boudiaf a été liquidé en direct à la télévision pour la même raison», expliquait l'ancien candidat à la candidature à la présidentielle du 17 avril 2014.

Et si cette option était perçue comme une prime à la rapine ? Rachid Nekkaz, tout en admettant ce risque, n'en pense pas moins que cette amnistie était la «seule solution à même d'aider le pouvoir à sortir par la grande porte».

Seulement, cette amnistie, n'en bénéficieront pas ceux qui «se seront évadés à l'image de l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, que je ne lâcherai pas». Regrettant que le Premier ministre avoue 16 ans après la gravité de la situation économique du pays, Nekkaz se demande pourquoi le gouvernement persiste à ne percevoir de solution que dans la poursuite de «l'exploration et de l'exploitation du gaz et du pétrole».

Ceci avant qu'il ne dénonce la faiblesse du gouvernement qui, selon lui, «ne peut pas résister face aux multinationales», estimant que le pays est «sous une pression terrible de la France qui nous colonise économiquement». «On ne peut penser à l'avenir du pays avec une gouvernance qui a peur de l'étranger», ajoute Nekkaz pour qui cet état de



Photos : DR

Nekkaz dénonce la faiblesse du gouvernement face aux multinationales.

fait découle d'un «manque, voire de l'absence de légitimité».

D'où son projet de marche qu'il compte entamer à partir de Tlemcen le 18 octobre prochain devant le mener à Alger le 1er novembre avec comme mot d'ordre, des élections présidentielles anticipées. Un choix de l'itinéraire loin de relever du fortuit, celui qui dit attendre la réponse du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales à propos de sa demande de création d'un parti depuis juin dernier affirme qu'il s'agit pour lui de «remettre le pouvoir officiel sur la capitale».

M. K.

APRÈS UNE NUIT D'AFFRONTLEMENT

Retour au calme à Ghardaïa

La ville de Ghardaïa qui a renoué avec les affrontements, dans la nuit de mardi à mercredi, a retrouvé hier matin son calme.

«Un calme précaire» jugent des sources locales. Selon Mohamed Dabouze, ex-président du bureau RCD à Ghardaïa (Rassemblement pour la culture et la démocratie), le calme dans la ville de Ghardaïa ne dure jamais longtemps.

«La situation actuelle dans la ville de Ghardaïa est moins grave que ce qu'elle était il y a deux ans, soit depuis fin 2013, début des premiers affrontements intercommunautaires dans la région, mais elle reste tendue et continue de dégénérer de temps à autre sans la moindre raison», a expliqué M. Dabouze.

Ce qui s'était passé, dit-il, dans la nuit de mardi à mercredi, n'est pas nouveau et n'est pas un retour aux affrontements puisqu'il n'y a jamais eu d'arrêt définitif. «La situation s'est juste calmée par rapport à ce qu'elle a été», dit-il.

M. Dabouze a rappelé que des affrontements ont éclaté déjà lundi



Les affrontements sont récurrents.

dans la région. «Les habitants du quartier Mermed se sont attaqués aux habitants du quartier mozabite Baba Ouldjema et les services de l'ordre ont dû intervenir. Mais les affrontements ont repris mardi à 22h00 et ont duré jusqu'à mercredi, 4h00. Les services de l'ordre ont dû intervenir une nouvelle fois avec des bombes lacrymogènes pour maîtriser la situation». Selon Kara Omar Bakir,

député RND, les affrontements entre les deux communautés, notamment de la région de Dadi Ouamar sont fréquents.

Ces «petits incidents», dit-il, sont récurrents dans la ville de Ghardaïa. Selon lui «la ville ne vit plus au rythme des grands affrontements du début, mais les incidents de ce genre sont quotidiens».

S. A.